**préparation du congrès 2022 du parti socialiste**

**contribution sur l’Europe - section PS 13ème Est Paris**

Forts de leurs combats pour l’égalité, la solidarité, la cohésion sociale et le progrès, comme de leur appartenance à une histoire, des valeurs et des cultures communes, les Socialistes entendent renforcer le sens du projet européen afin de bâtir une nouvelle société dont le socle ne peut être que le bien-vivre ensemble.

**Une Europe de la Paix contre le chaos de l’extrême droite**

Les mots de François Mitterrand, le 17 janvier 1995, devant le Parlement européen quelques mois avant la fin de son mandat sont plus que jamais d’actualité aujourd’hui : « Le nationalisme c’est la guerre ! » « La guerre, ce n’est pas seulement le passé, cela peut être notre avenir ». (François Mitterrand – 17 janvier 1995 devant le Parlement européen). La situation de paix qui a prévalu jusqu’ici en Europe constituait un bien exceptionnel, mais aujourd’hui, chacun de nous ne saurait sous-estimer la fragilité de ce que l’on considérait pourtant comme un acquis. Les socialistes n’ont cessé de rappeler et de défendre l'importance majeure de la construction européenne dans la préservation de la paix.

Cette conviction profonde d’une Europe pour tous les citoyens prend encore davantage tout son sens aujourd’hui pour faire face au discours haineux, nationaliste et xénophobe qui prospère à travers l’Europe par les voix de l’extrême droite. Ils l’ont bien compris ! Que ce soit en France, en Suède, en Allemagne, en Autriche ou en Italie, en Pologne ou en Hongrie les projets politiques de l’extrême droite ne sont plus axés autour de la sortie de l’Europe ni de l’euro. Les atteintes à la sécurité, à l’ordre, aux identités nationales, dont ils rendent l’immigration entièrement responsable, ainsi que des difficultés de l’emploi et de l’état des finances publiques seraient les véritables maux de l’Europe. Le danger est d’autant plus grand que ces formations politiques se recentrent désormais pour apparaitre comme des droites radicales qui exerceraient « de manière normale » le pouvoir et seraient attachées à la démocratie. Méfions-nous derrière ces apparences et ces mensonges de ces relents nauséabonds qui ont conduit à la pire histoire qu’est vécue l’Europe pour qu’il ne se reproduisent pas demain. Car en cas de crise, quelle fut jusqu’ici la réponse ? L’extrême droite ! Nous savons qu’en Europe, chaque fois qu’il y a des crises économiques et sociales, ce n’est pas la gauche européenne qui gagne, ce sont ces mouvements-là. Il nous appartient par conséquent d’engager un véritable combat pour éradiquer la montée de ces mouvements en recentrant le projet européen en dénonçant ces simplismes mensongers, en recentrant le débat sans complaisance sur la réalité des difficultés qu’Is rencontrent, en avançant des propositions pour y remédier, en y ralliant une majorité de citoyennes et de citoyens, en rappelant les valeurs et les principes fondateurs de l’Union européenne.

**Une Europe du bien-vivre**

Les périodes de changements et de difficultés sont des moments qui appellent unité, cohérence, action résolue et non autoritarisme, désobéissance, et chaos. Le progrès social ne viendra ni de l’instabilité, ni des désordres, ni des forces extrémistes aux méthodes volontiers violentes. Nous Socialistes devons continuer à mener la bataille des idées et assumer la confrontation idéologique sur la politique sociale européenne avec les droites européennes sur le terrain des valeurs. Face à cette droite qui est de plus en plus en porosité avec l’extrême droite, la bataille des idées est loin d’être terminée. Pour surmonter les crises, la droite nous dit : il faut toujours plus de sacrifices. Mais la crise, par qui a-t-elle été provoquée ? Par les salariés ? par les personnes en recherche d’emploi ? par les retraités ? par les personnes fragilisées ? Par les personnes qui travaillent dans les services publics ? La crise est celle du capitalisme mondialisé et nous ne pouvons pas nous satisfaire de l’orientation actuelle de l’Union Européenne même si quelques murs dogmatiques comme ceux de la concurrence libre et non faussée, de la main invisible du marché commencent à s’effriter.

Ainsi, à ces difficultés engendrées par la crise économique, sociale, énergétique et alimentaire, le grand défi européen réside désormais dans son humanisme, le bien-être, le bien-vivre, et la progression du niveau de vie de sa population. Qui mieux que les Socialistes pour y répondre ? Ils sont les mieux placés ayant eux-mêmes, au cours de leur histoire, été force de propositions et à l’initiative de grandes réformes qui ont mené au progrès social.

Combat pour une Europe de la croissance, de l’emploi, une Europe au service du progrès social, au service des peuples, une Europe qui soit contrôlée démocratiquement par les citoyens, une Europe de l’intégration solidaire et démocratique.

Il est ainsi, plus que grand temps de mettre fin aux inégalités humaines et territoriales et de veiller à ce que les plus démunis ne paient pas le prix le plus élevé de cette crise. On le sait, et on l’a constaté récemment par exemple, dans le secteur de l’énergie, les marchés ne spéculent que sur les divisions, et le moins-disant social afin que ses spéculateurs s’enrichissent davantage. Il faut en finir avec la mise en concurrence des salariés dans l’espace européen et répondre aux priorités de justice sociale, d’équité. En réponse, l’Europe doit devenir une Union qui assure le bien-être, le bien-vivre et l’élévation de sa population afin de mieux relever les défis de notre époque. Les Socialistes doivent porter ces réformes plus équilibrées, mieux coordonnées pour favoriser l’humain et donc assurer les protections nécessaires, développer des systèmes de protection sociale efficaces et équitables, favoriser l’apprentissage, la mobilité professionnelle, la protection de chacun, l’inclusion sociale. Il faut en revenir à une Europe progressiste qui n’oublie personne et qui agit pour tous ! ll y a beaucoup de secteurs à transformer et d’investissements à faire pour créer des emplois de qualité à des salaires décents. Orienter la société européenne vers la formation et l’emploi, c’est bâtir des solidarités pour le long terme. Il nous faut un nouveau contrat axé sur l’investissement humain, la création d’un pacte européen sur les salaires, engager l’harmonisation des formations afin de garantir le principe de travail égal à salaire égal. Le combat pour un espace social européen ne doit pas être abandonné.

Il faut ainsi se débarrasser de cette règle néfaste des 3% du Pacte de stabilité pour relancer les investissements dans des politiques industrielles d’avenir. Nous ne parviendrons pas à réaliser cette ambition sur le pacte social sans relance industrielle.

**Une Europe du Climat**

Sur les investissements, il est indéniable que l’Europe a été particulièrement moteur sur la transition écologique. Une Europe plus protectrice de l’environnement, c’est avant tout protéger sur le long terme sa population et lui donner une meilleure qualité de vie. Il faut poursuivre et renforcer ces engagements européens en faveur du climat et de l’avenir de la planète, tout en préservant notre sécurité d’approvisionnement. Le paquet "Ajustement à l'objectif 55" qui consiste à réduire les émissions de l'UE d'au moins 55 % d'ici à 2030 et à en faire une obligation légale va dans le bon sens. Mais la dimension sociale de la transition environnementale n’a jamais été intégrée dans le logiciel de la Commission européenne. Or, il n’y aura pas de réponses aux défis bioclimatiques sans une répartition plus juste et égalitaire de leurs coûts, sans que soient définis et priorisés les progrès sociaux qui doivent les accompagner, sans effort pour que tous puissent y adhérer et accepter à leurs niveaux d’être les acteurs, sans une entente entre les partenaires européens sur des actions et des engagements précis et réalistes (ce qui pourrait supposer des compromis) que pourrait borner un accord sur les objectifs à atteindre, sans que l’Europe agisse de façon exemplaire et parle d’une même voix avec les autres puissances.

Cette transition doit reposer sur deux piliers : le comment – développement de l’efficacité et de la sobriété énergétique, des énergies décarbonées et – le combien – avec un grand plan de financement qui prendrait la forme d’une loi européenne de programmation pluriannuelle financière. Si la question du comment est déjà largement traitée, celle du combien reste à être largement inventée.

La transition recherchée ne peut plus reposer sur les seules innovations : elle doit être confortée par l’évolution des pratiques sociales afin de réorienter nos modes de vie. Les solutions européennes communes sur ces enjeux répondront mieux à l’intérêt général que les oppositions permanentes et les divergences de solutions entre Etats.

Il faut aussi soutenir davantage les collectivités territoriales dans l’économie décarbonée et favoriser la concertation entre les régions en Europe. Penser global mais surtout agir local constituera la meilleure des réponses face au défi de l’acceptabilité par les populations de certains projets sur leurs lieux de vie. D’une vision descendante, il faut basculer vers une vision ascendante afin de permettre la réalisation de projets et de solutions les plus pertinents au plus près des territoires compte tenu de leurs particularités.

Nous vivons une crise de grande ampleur et c’est parce que ce moment est grave que les Socialistes ne peuvent se permettre de brader ce débat. Face à tous ces enjeux, il appartient au Parti Socialiste, grande famille politique européenne, riche de son histoire, de ses diversités et de ses formations, de reprendre la main sur le débat politique en réinventant un dialogue commun ouvert à la gauche européenne, aux organisations syndicales, aux associations et à la société civile sur des sujets aussi fondamentaux que la lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale, le chômage, la solidarité, l’immigration, l’environnement, la santé et la transition écologique. C’est en confrontant et en partageant nos idées, nos réflexions et nos propositions que nous favoriserons demain l’engament européen et l’émergence de nouvelles initiatives destinées à recréer cet élan commun.